

QUAND LA RUE FAIT L'HISTOIRE

Danielle Tartakowsky

Le Seuil | « Pouvoirs »

2006/1 n° 116 | pages 19 à 29

ISSN 0152-0768

ISBN 9782020846257

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/vue-pouvoirs-2006-1-page-19.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

© Le Seuil. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DANIELLE TARTAKOWSKY

QUAND LA RUE FAIT L'HISTOIRE

EN PROCLAMANT EN 2003 que « la rue ne gouverne pas », Jean-Pierre Raffarin soulignait *de facto* sa capacité conservée (et à ce titre combattue par lui) à souvent faire politique et, dès lors, histoire, quand même la Rue, cette expression métonymique des insurrections, des révoltes et des révolutions, alors dotée d'une majuscule, a pourtant laissé place depuis longtemps à des manifestations d'une autre sorte, où la rue a perdu son statut de sujet pour devenir espace.

19

UN ACTEUR DE L'HISTOIRE

L'émergence et l'affirmation de ce mode d'expression pacifié par et dans l'espace public qu'est la manifestation de rue (quelque nom qu'on lui donne) ne sont en rien spécifiques à la France. Au XIX^e siècle, les défilés, cortèges ou rassemblements sur la voie publique jouissent d'une tolérance précoce en Angleterre ou aux Etats-Unis, où la culture politique tient ces mobilisations de l'opinion publique pour un baromètre de la légitimité politique. Ils se diffusent dans la plupart des pays d'Europe (ou du moins s'y essaient), à la faveur de la dépression qui frappe en 1873 et culmine en 1885-1886, et des premiers Premier mai. En Belgique, en Finlande, en Suède, en Saxe, à Hambourg, en Autriche ou en Prusse, ils s'affirment pour de puissants moyens d'action dans les luttes pour l'obtention du suffrage universel, puis perdent toute autonomie politique et cessent de faire histoire pour n'être plus qu'appendices de grèves (dans certaines professions plus qu'en d'autres, les mines en premier lieu) ou expression ritualisée de groupes constitués, à vocation identitaire et festive. Dans les régimes en crise que sont l'Italie d'après guerre ou, plus durablement, l'Allemagne de Weimar, ils basculent vers des formes violentes à caractère insurrectionnel ; jusqu'à ce que la victoire des régimes fasciste et nazi signifie la disparition de

tout ce qui n'est pas parade officielle, cette modalité du « théâtre de la politique ». À partir de 1989, la rue contribue, pareillement, à la chute des régimes socialistes de l'Europe de l'Est avant de renouer avec le cours commun.

Rien de tel en France où la manifestation de rue, distincte des mouvements insurrectionnels de toute espèce, jouit tout à la fois d'une illégitimité et d'une centralité politique plus durables qu'ailleurs.

De la Révolution française à la Commune, la rue fait politique et donc histoire au premier chef. Une page se tourne définitivement avec et après l'écrasement de la Commune. « L'insurrection devient un fantôme, un principe intellectuel, une légende héroïque, un objet de commémoration, écrit l'historien britannique Robert Tombs. Elle cesse d'être une méthode politique¹. » Les « mouvements de la rue » ne disparaissent pas mais se muent progressivement en manifestations d'une autre espèce.

Depuis 1848, le suffrage universel qui légitime la force du nombre a créé les conditions (intellectuelles) d'émergence de la manifestation, en tant qu'elle en est la mise en scène pacifique, à ce titre singulièrement distincte de ces formes d'investissement antérieures que furent les « journées », révoltes ou révolutions. La loi du 7 juin 1848 le reconnaît implicitement, qui introduit une distinction entre les attroupements armés, totalement interdits, et les attroupements non armés, interdits s'ils sont susceptibles de « troubler la tranquillité publique », par là même susceptibles d'être tolérés. Mais le suffrage universel, qui permet de penser l'émergence de ce mode d'expression politique nouveau doté de ses finalités propres, le délégitime, aussi bien, d'un seul et même mouvement. La Troisième République qui le restaure dans ses prérogatives en 1875 tient pour illégitimes tant les corps intermédiaires susceptibles de faire écran entre le citoyen électeur et les élus, seule expression légitime du peuple souverain, que les mouvements destinés à se faire entendre des pouvoirs publics par d'autres voies que le suffrage universel combiné aux conquêtes démocratiques des années 1880. Cette défiance, qui vaut un temps pour les partis et les associations, vaut *a fortiori* pour les mouvements de la rue qui firent et défirent les régimes près d'un siècle durant. À la différence de ce qu'il advient dans ceux des pays où le droit de manifester est d'autant plus aisément concédé que la rue n'entre pas en concurrence avec un suffrage universel, introduit tardivement et souvent grâce à elle, le régime n'intègre,

1. Robert Tombs, *La Guerre contre Paris*, Aubier, 1997.

dès lors, pas la manifestation au rang des libertés démocratiques qu'il garantit. Les Constitutions républicaines successives reconnaissent au citoyen le droit de « manifester sa pensée » sans jamais formuler l'existence d'un droit à la manifestation dans son acception contemporaine.

Cette illégitimité constitutive n'exclut naturellement pas l'affirmation et le développement de ce mode d'expression, rapidement et durablement mobilisé par une multiplicité d'acteurs, contraignant du reste les pouvoirs publics à prendre acte de sa spécificité. Georges Clemenceau admet en 1907 que certaines manifestations peuvent être négociées et, dès lors, tolérées; un corps de gendarmes mobiles spécialisés dans le maintien de l'ordre est créé en 1921 et le décret-loi d'octobre 1935, qui introduit le principe de la demande d'autorisation préalable, le dote *ipso facto* d'un statut qui le régit encore aujourd'hui.

Les manifestations de rue qui ne jouent plus aucun rôle dans la naissance ou la mort des régimes qui se succèdent en 1940, 1944 ou 1958, constituent en revanche une composante majeure de ces deux crises du système politique que furent février 1934 ou mai 1968. Ces crises, dont des manifestations sont chaque fois l'élément déclencheur, se résolvent l'une et l'autre dans le cadre du régime existant, à la faveur de manifestations qui répondent en miroir aux premières et précipitent une issue pacifique. Ce mode de régulation d'une crise devient le symptôme des limites dans lesquelles chacune des forces en présence entend se borner. Elle signifie que la partie se joue sur le terrain de la maîtrise hégémonique, non sur celui de la violence, en impliquant l'adhésion aux codes constitutifs d'une société et, par là, l'absence de crise du régime. Ce qui autorise l'hypothèse d'une forme d'action dont la France se serait dotée pour gérer une histoire marquée par l'indépassable fracture de 1793.

Ces manifestations demeurées susceptibles de faire histoire ont été, il est vrai, façonnées par elle.

L'HISTOIRE, MATRICE DES MANIFESTATIONS

Dans les décennies 1880-1890, les mouvements de la rue, tels qu'on les nomme encore, suscitent des évocations ou des invocations systématiques des révolutions du premier XIX^e siècle (à plus fort titre que la Commune) et des espoirs ou des craintes de répétitions, attendues ou redoutées. Ce rapport à l'histoire le cède à d'autres quand la manifestation de rue s'affirme pour un mode d'expression distinct des précédents, en ce qu'elle introduit ou exprime une relation distanciée au

temps de la politique qui cesse d'être un temps de l'immédiateté et de l'urgence pour devenir celui du détour nécessaire et possible.

Les rapports que la Révolution française entretenait avec la rue ont généré des matrices susceptibles de déterminer le sens et la portée de ce qui se déploie dans l'espace public. Ils valent aux manifestations de se couler dans les matrices du mouvement populaire du XVIII^e siècle : manifestations-processions sous l'espèce des fêtes civiques, manifestations-pétitions, nombreuses durant la Révolution, ou manifestations-insurrections, telle la marche sur Versailles, qui posent l'État (ou, par utilisation métonymique, un autre acteur) en concurrent alors occulté (cortège de la fête de Jeanne d'Arc ou au mur des Fédérés), en interlocuteur (« mises en demeures » initiées par les guesdistes en 1889) ou en possible adversaire (6 février 1934), puis « levée en masse », inspirée de Valmy (12 février 1934, 30 mai 1968). À la condition de les comprendre comme autant d'idéal-types, rarement et tardivement mobilisés de manière explicite. Ils sont du moins susceptibles de circuler par et dans l'espace.

Charles Péguy le suggère quand il rend compte du cortège qui se déploie en novembre 1899 à Paris, lors de l'inauguration de la statue de Dalou place de la Nation à l'initiative de *La Petite République*, en manière de fête de la victoire des dreyfusards face à leurs adversaires. Il évoque le cortège qui se disperse à l'orée du faubourg Saint-Antoine, après le choc ressenti face à la puissance du groupe de Dalou, et décrit le processus à la faveur duquel la rue devient, ce jour, un espace symbolique, par la force de sa charge narrative, soudain propre à modifier le sens de ce qui s'y déroule : « Tout ignorants que nous soyons de l'histoire des révolutions passées qui sont le commencement de la prochaine révolution sociale, nous connaissons tous la gloire de légende et d'histoire du vieux faubourg. Nous marchions sur les pavés de cette gloire [...]. Le peuple descendait dans la foule et se nourrissait d'elle... » Comme si le cortège, inscrit dans l'espace de cet acte promu fondateur de la République nouvelle que fut le 14 juillet, avait soudain la faculté de « réactualise[r] un mythe ou peut-être plus précisément [de] récite[r] un récit ou [d']inscri[re] un texte dont ils donnent à lire la légende [...], le *legendum*, récit, légende, mythe déjà inscrit dans l'ordre des lieux et de leurs noms », pour reprendre les analyses de Louis Marin². À la faveur d'un espace qui leur est commun, le cortège paci-

2. Louis Marin, « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession. Notes sémiotiques », *Sociologie du Sud-Est*, n°s 37-38, juillet-décembre 1983, p. 20.

fique réactive la mémoire de la grande révolution (quand l'imaginaire barricadier l'avait emporté sur tout autre durant la précédente décennie), tandis que l'histoire, ainsi revivifiée, donne sens à l'action déployée sur ce mode et, soudain, la légitime. En générant pour la première fois un espace, au sens où Michel de Certeau le distingue d'un lieu défini comme une « configuration instantanée de positions [impliquant] une indication de stabilité », quand l'espace est « un lieu pratiqué », indissociable d'une « direction de l'existence », spécifié par l'action de « *sujets* historiques », dès lors qu'un « mouvement semble toujours conditionner la production d'un espace et l'associer à une histoire »³. Ce que Péguy entrevoit ce jour magistralement est, cependant, loin d'avoir constitué alors un usage social conscient de ses présupposés. Ce sont les cortèges de souveraineté des 14 juillet 1919 et 11 novembre 1920, puis les manifestations des 6, 9 et 12 février 1934 puis du 14 juillet 1935 qui, les premiers, révèlent, réveillent et transmutent le sens enfoui dans l'espace de manière explicite et durable. En s'affirmant pour des expressions d'une histoire en marche comme en perpétuelle réécriture.

23

LA MANIFESTATION : VECTEUR ET RELAIS DE L'HISTOIRE

Depuis 1880, tous les acteurs politiques ont, sinon refoulé le souvenir de la Commune, du moins mis à distance les orientations stratégiques dont la barricade et la défaite étaient devenues synonymes. Les barricades et les morts des 6 et 9 février 1934 lui valent de brièvement redevenir un drapeau brandi par les acteurs de l'une et l'autre manifestation. Des élus de droite formulent plusieurs propositions destinées à signifier symboliquement que le 6 février peut (et doit) faire histoire. Un conseiller municipal suggère d'apposer une dalle « à l'endroit où le sang des martyrs a coulé pour la régénération morale de la France, pour rappeler que [ce jour], pour la première fois depuis 1871, un gouvernement a osé faire tirer sur le peuple de Paris⁴ ». « Chaque jour, [elle] attesterait à tous que Paris n'a jamais pardonné la lâcheté d'un gouvernement quel qu'il soit et qu'il conserve pieusement la mémoire, toujours vivante, de ceux de ses enfants qui sont morts pour un idéal de justice, de morale publique et de vertu⁵. » La presse communiste

3. Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien*, 1, *Arts de faire*, Folio essais, p. 170-191.

4. *L'Écho de Paris*, 9 février 1934.

5. *Conseil municipal de Paris*, PV, 21 mars 1934.

exalte, en regard, ces « quartiers de la Commune » où les « fils des communards répond[irent, ce jour] à leur manière aux appels au calme de la bourgeoisie ». La presse adverse mobilise ces mêmes références à des fins contraires.

24 Mais ce récit réactivé apparaît presque aussitôt à contretemps, à contrechamps et comme à contre-camp, de chacune des stratégies qui se redéfinissent alors⁶. Il le cède bientôt à d'autres. Depuis 1919, le grand récit national avait été à ce point redéfini par la victoire que les organisations ouvrières peinaient à s'y reconnaître. Le caractère hégémonique de la crise ouverte en février 1934 autorise des réécritures et, dès lors, des (ré)appropriations. Le 12 février 1934 réactive puissamment la mémoire de la geste républicaine du XIX^e siècle et de ses combats, en province en premier lieu. Le 14 juillet 1935, les organisateurs des assises antifascistes tenues à Paris procèdent à une mise en récit qui s'inspire explicitement de la fête de la Fédération. La manifestation déployée dans le temps convenu du grand récit national constitue un espace-récit de même nature, quand même il est d'une autre espèce que « la voie triomphale » qui conduit de l'Arc de triomphe à la place de la Concorde, désormais réappropriable à ce titre. Au lendemain du 12 février 1934, Amédée Dunois réinscrivait la manifestation initiée par son parti dans la filiation du précédent de novembre 1899, promu relais, sans mobiliser ni la puissance évocatrice de la statue de Dalou ni « la gloire de légende et d'histoire du vieux faubourg » en d'autres temps ressuscitée par Péguy. Dans la brochure souvenir éditée par le Rassemblement populaire après la manifestation du 14 juillet 1935, il mobilise le souvenir de cette même manifestation qu'il décrit, s'engageant dans « le vieux faubourg jacobin [...]. À toutes les fenêtres, des grappes humaines et des étoffes rouges qu'on agite et des poings qui se tendent comme pour un serment. Combien de ces maisons étroites et lézardées étaient déjà là quand fut prise la Bastille ? Combien de ces pauvres façades ont été, en 1830, en 1848, en 1871, aux jours d'émeute et de colère, déchirées par les balles, trouées par les boulets » ; avant de conclure « toutes les révolutions ont commencé ainsi »⁷. Comme si l'événement résumait soudain en lui l'histoire advenue et l'histoire en devenir, confondues dans l'instant.

Au lendemain du 6 février 1934, des élus de droite avaient formulé le

6. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997.

7. *14 Juillet 1935*.

souhait de voir une artère baptisée « 6 février 1934 », en conférant pour la première fois statut d'événement historique à une manifestation de rue. Proposition naturellement sans effets. L'Union départementale des anciens combattants républicains qui souhaite défilé en mai 1934 de la place de la République, où ses mandants prêteront serment devant la statue, jusqu'à leur ministère de tutelle, place Vendôme, fait savoir qu'un « changement de lieu ne permettrait pas de conserver à la manifestation le caractère symbolique auquel elle prétend » et qu'« un rassemblement aux Tuileries, à proximité du ministère des Finances pourrait donner à penser qu'il s'agit d'une manifestation contre les décrets-lois. La Concorde évoquerait fâcheusement le souvenir du 6 février »⁸. Elle signifie ainsi, sur un autre mode, ce qu'avançaient peu auparavant les conseillers municipaux de droite : si les espaces qu'elle revendique le sont en raison de leur marquage monumental ou de leur fonction, ceux récusés préventivement le sont au titre de leur usage récent, désormais fondateur d'un récit propre à les disqualifier, quand même auraient-ils abrité des hauts faits de l'histoire révolutionnaire en des temps révolus, désormais recouverts jusqu'à devenir illisibles. Ces deux prises de position montrent bien que ces manifestations propres à réactiver l'histoire, à restaurer le sens du marquage monumental qui n'avait jamais suffi à produire pareil effet en créant ainsi des espaces-récits, se sont imposées pour des événements – relais qui capitalisent l'histoire antérieure et la transmutent, dispensant désormais du détour. Devenues fondatrices et signifiantes d'une histoire qu'il n'est plus nécessaire de conter.

25

Durant plus de trente ans, ces manifestations relais vont constituer le nouveau système de référence, revendiqué ou combattu quand les circonstances l'exigeront. Les mânes des manifestations des 6 et 12 février 1934, devenues des archétypes de la « manifestation-insurrection » redoutée par la gauche et de la « levée en masse » qu'elle entend lui opposer, sont ainsi invoquées en mai 1958, quand la gauche républicaine agite le spectre de la première pour tenter (vainement) de susciter la seconde comme en diverses autres circonstances. Jusqu'à ce que les événements de 1968 en redéfinissent le système de références obligées.

En 1968, les étudiants invoquent les mânes d'une Commune fantasmagorique plus proche des révolutions du premier XIX^e siècle que de son éponyme. La CGT préfère mobiliser le souvenir des grèves de

8. APP Ba 1860, 19 mai 1934.

1936. Le 30 mai, les manifestants gaullistes empruntent puissamment à la dramaturgie déployée par le général de Gaulle, le 27 août 1944, à Paris, comme à la mémoire de la Résistance, dans son acception gaulliste, signifiée par les drapeaux frappés de la croix de Lorraine, par les déportés revêtus de leur costume de sinistre mémoire, par d'anciens FFI arborant leurs brassards. Cette manifestation, qui contribue à précipiter l'issue dessinée, ce jour même, par le Général, fonctionne, objectivement, comme un « nouveau 12 février » dressé face aux « barriques », devenues, à l'encontre, une manière de « nouveau 6 février » au regard du pouvoir⁹. Que cette manifestation fonctionne dans les décennies ultérieures comme une figure relais de la « levée en masse » et précipite l'émergence d'un nouveau système de référence nous paraît propre à conforter cette hypothèse quand même aucune de ces références ne fut alors explicite.

En juin 1984 comme en mai 2003, elle constitue le nouveau modèle et l'horizon d'attente dont se réclament les manifestants de droite respectivement mobilisés contre la loi Savary et pour le projet de réforme des retraites. La référence à la Résistance, absente en mai 1968, quand « CRS-SS » la pouvait induire aisément, doit à la disparition ou à l'effacement de ses héritiers directs et légitimes qu'étaient les gaullistes historiques et les communistes d'opérer un retour en force. En 1995, la défense de la Sécurité sociale, devenue l'expression symbolique entre toutes du pacte républicain redéfini à la Libération s'opère en son nom, de l'initiative des manifestants syndicaux, attestée par le slogan « La Sécu fait de la Résistance ». Même phénomène en 2003, pour des raisons similaires. Vichy, le nazisme et, dès lors, la Résistance ressurgissent, aussi bien, puissamment le 1^{er} mai 2002, dans des mots d'ordre tels que : « Plantons des arbres pour faire repousser les maquis », en restaurant, ce jour, son plein sens à cette retranscription du *Chant des partisans* qu'est *Motivés*. Le slogan « Le monde répond Résistance » retentit, encore, dans de nombreuses manifestations contemporaines d'autres sortes, dont celles contre la guerre en Irak. Avant d'être décliné sur d'autres modes : « L'École répond Résistance », « La Recherche répond Résistance », etc.

Que ces manifestations propres à révivifier l'histoire (ou la réinventer) pour en capitaliser les vertus mobilisatrices ou émotionnelles, souvent qualifiées de « grandes manifestations », soient fréquemment

9. Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Aubier, 1998.

vécues comme « historiques » par ceux qui y participent¹⁰ leur vaut de s'imposer comme de puissants vecteurs de la mémoire vive.

MANIFESTATIONS ET MÉMOIRE VIVE

Dans *Le Fil rouge*, Marie-Claire Lavabre montre que la Commune, qui constitue un élément majeur de la mémoire historique produite et diffusée par le PCF, est pourtant peu présente dans la mémoire vive des militants de province avec lesquels elle s'entretient¹¹. Nous émettons l'hypothèse qu'il en irait différemment à Paris où le souvenir de la Commune circule longtemps à la faveur de la manifestation d'hommage qui se déroule chaque année jusqu'au mur des Fédérés, dans le cimetière du Père-Lachaise¹². Des récits militants ou comptes rendus de manifestations, advenues il est vrai dans les circonstances particulières, permettent de penser que cette faculté à remémorer des cortèges antérieurs ainsi réinsérés dans la mémoire de chacun ne lui est pas spécifique. Comme si les manifestations, certaines plus que d'autres, permettaient à beaucoup de, soudain, retraverser une vie, la leur, mêlée à une histoire devenue l'Histoire, conférant à ce titre au cortège une valeur existentielle qui participe de l'émotion ressentie¹³. En voici quelques exemples. En 1963, l'anniversaire de la manifestation de Charonne réunit une foule d'ampleur exceptionnelle : « J'ai surtout connu Fanny Dewerpe¹⁴, se souvient Robert Lechêne, journaliste à *L'Humanité*. Autrefois, nous y allions ensemble, au Mur, avec les copains de notre groupe [...]. Ensemble nous allions aussi au défilé qui rappelait les journées de février 1934. Fanny avait 15 ou 16 ans, il nous semblait que c'était normal, comme de fêter le 14 juillet et que tout cela était acquis et ne pouvait pas être remis en question. Pour nous et pour Fanny, les cortèges n'étaient pas tristes [...]. Fanny n'avait jamais été effleurée le moins du monde par l'idée d'être honorée à l'égal de Dombrowski

27

10. Cette dimension apparaît dans le film de Stratéis Vouyoucas et Jérémie Elkaim, *La beauté est dans la rue*, 2004 : des manifestants, dont la photographie a fait la une de *Libération*, disent souhaiter conserver ces photos pour les transmettre un jour à leurs enfants si cette journée s'avère importante pour la suite de l'histoire.

11. Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presses de la FNSP, 1994. Nous lui empruntons le concept de « mémoire vive ».

12. Danielle Tartakowsky, *Nous irons chanter sur vos tombes*, Aubier, 1999.

13. Danielle Tartakowsky, « L'imaginaire des manifestations chez quelques écrivains du XX^e siècle », in Sophie Bérout et Tania Régis (dir.), *Le Roman social. Littérature, histoire et mouvement ouvrier*, Éditions de l'Atelier, 2002, p. 137-150.

14. Fanny Dewerpe est une des victimes de la manifestation de Charonne, en février 1962.

ou de Varlin. Ses aspirations étaient les nôtres, des plus simples¹⁵. » Et Madeleine Jacob, pareillement, après les obsèques de Maurice Thorez : « Nos grands-parents nous contèrent les obsèques de Victor Hugo [...]. Nos parents nous ont dit et nous sommes nombreux à savoir ce que fut le transfert du corps de Jaurès au Panthéon. Pourrons-nous effacer de notre propre souvenir cet après-midi et nuit d'automne où le peuple entier accompagna Paul Vaillant-Couturier jusqu'à cette colline du Père-Lachaise¹⁶ ? » En un soudain présent du passé, enseigné, transmis, vécu. Ces clichés de Seymour, Capa ou Willy Ronis devenus emblématiques des cortèges du Front populaire, qui montrent fréquemment un enfant sur les épaules d'un manifestant, le signifient aussi bien : la manifestation de rue est toujours, peu ou prou, circulation de l'Histoire dans la mémoire collective et modalité de la transmission. Elle permet à l'histoire faite manifestation de s'inscrire dans la mémoire vive et à l'individu de se fondre, un bref instant, dans un ensemble qui le dépasse et le transcende sans dommage aucun pour l'individu, au contraire brusquement magnifié et devenu sujet conscient de l'Histoire.

L'ÉPUISEMENT DU MODÈLE ?

Cette forme d'expression spécifique s'est imposée quand prévalait la conception progressiste d'une histoire en marche vers un devenir meilleur, si ce n'est radieux, un avenir dont la révolution pouvait constituer la figure ou la voie d'accès. La « rue », qui l'abritait, devint alors emblématique du mouvement et de l'espoir, attesté par ces innombrables gravures produites à l'occasion des Premier mai succésifs qui, toutes, représentent le Peuple (ou l'histoire) en marche, tendu vers un devenir à l'œuvre, quand même il est hors cadre ; parfois signifié par la lumière de l'astre solaire, à l'horizon. Futur déjà présent, déjà visible. La disparition des horizons d'attente qui condamne au « présentisme¹⁷ » a mis à mal cette image. Elle répond de l'émergence de nouvelles formes d'investissements de l'espace public qui empruntent à d'autres modèles et entretiennent des rapports singulièrement redéfinis avec l'espace et le temps, ne requérant plus ni l'histoire ni les espaces-récits¹⁸. Sans que les rapports complexes noués entre l'histoire

15. *L'Humanité*, 17 février 1963.

16. *Libération*, 17 juillet 1964.

17. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, 2003.

18. Danielle Tartakowsky, *La Manif en éclats*, La Dispute, 2004.

et la rue aient pourtant totalement disparu. Comme en atteste le Premier mai 2002, amplifié par ces photographies, publiées alors par *Libération*, propres à ressusciter, une nouvelle fois, Delacroix et sa *Liberté guidant le peuple*¹⁹.

R É S U M É

Après la défaite de la Commune, la rue a cessé de faire et de défaire les régimes. Les manifestations de rue, demeurées susceptibles de faire histoire au premier chef, en 1934 ou en 1968, tirent du moins leur force de cette histoire antérieure qui les a façonnées. Devenues des vecteurs et des relais d'une histoire dont elles ont capté les vertus émotionnelles ou mobilisatrices, elles s'imposent comme de puissants vecteurs de la mémoire vive, l'occasion d'une brève rencontre entre l'histoire individuelle et l'histoire collective.

19. *Libération*, mardi 30 avril 2002, jeudi 2 mai 2002.